

Memento

Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex • www.financespubliques.cgt.fr • dgfip@cgt.fr ☎ : 01.55.82.80.80
 • Suivez-nous sur facebook ou twitter : T : @cgt.finpub (Syndicat National CGT Finances Publiques) F : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)

MEMENTO : EMPLOI 2008-2024

- » La DGFIP a été créée en 2008. Les DRFIP ont été créées en 2010.
- » Les données présentées sont essentiellement issues des rapports d'activité RA, des rapports sociaux uniques RSU (ex-bilans sociaux) et des comités sociaux de réseau CSAR (ex-comités techniques de réseau CTR).
- » Les bilans sociaux existent depuis 2015. Dernier RSU élaboré : RSU 2022 (validé en CSAR, en cours de publication).
- » Dernier RA publié : RA 2022.
- » Emplois en équivalent temps plein (ETP) = emplois budgétisés.
 Effectifs payés = effectifs physiques disponibles.
 Sur 1 emploi en ETP, il peut n'y avoir aucun effectif physique présent (emploi vacant), comme il peut y avoir plusieurs effectifs payés en temps partiel.

Suppressions d'emplois en ETP

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
-2790	-1650	-2594	-2667	-2438	-2023	-1988	-2000	-2130	-1630	-1600	-2130	-1500	-1800	-1506	-850	+ 148

ATTENTION : +148 en 2024 est trompeur. Ce solde inclus 348 transferts d'emplois venant d'autres administrations, suite à des transferts de missions vers la DGFIP. Mais les transferts des charges de travail attachées à ces missions et leurs équivalences en ETP sont systématiquement sous estimées par la DG par rapport aux emplois mobilisés dans les administrations d'origine. Le manque réel en emplois s'est donc creusé en 2024.

Total : 2008 à 2024 : - 31 148 ETP

2011 à 2024 : - 24 114 ETP

Le cadre d'objectifs et de moyens 2023-27 prévoit - 3 000 ETP, soit 2 150 suppressions d'ETP de 2024 à 2027

Projection des suppressions d'emplois de 2008 à 2027 : - 33 298 ETP

Transferts d'emplois

2023 : 1 352 ETP transférés des directions départementales et régionales vers les services à compétence nationale et les directions nationales et spécialisées.

10 ETP transférés suite à transferts de missions d'autres administrations dont la charge de travail est systématiquement sous-estimée.

2024 : 155 ETP transférés des directions départementales et régionales vers les services à compétence nationale et les directions nationales et spécialisées. Fausse amélioration par rapport à 2023, car les services sont en sous effectifs à tel point qu'ils sont désormais sollicités pour « s'entraider ».

348 ETP transférés vers le réseau DGFIP au titre de transferts de missions alors que, par exemple, la seule Taxe d'Urbanisme monopolisait 525 ETP dans son administration d'origine.



Tous les emplois budgétisés ne sont pas « physiquement » occupés : les postes vacants

En septembre 2021 : 1288 C, 632 B, 217 A, soit 2 137 emplois vacants

En septembre 2022 : 31 Tech, 2070 C, 2570 B, 358 A, soit 5 029 emplois vacants dont 1 094 postes « comblés » par des contractuels.

En septembre 2023 : 939 C, 1666 B, 1999 A, soit **4 604 emplois vacants**

Effectifs physiques payés des titulaires, au 31/12 :

2008 : 126 586 (31 267 A+ et A, 44 834 B, 50 485 C), avec 62,9 % de femmes

2021 : 94 669 (732 A+, 29 894 A, 39 230 B, 24 813 C), avec 57,9 % de femmes

2022 : 92 166 (727 A+, 29 919 A, 38 353 B, 23 167 C), avec 57,1 % de femmes

Soit : - **34 420 agents physiques payés titulaires de 2008 à 2022**

2022

Primo-nomination à des emplois supérieurs : 41,7 % femmes, 58,3 % hommes

Féminisation catégorielle : 33,2 % A+, 51,3% A, 58,6 % B, 62,5 % C

Effectifs physiques payés des non-titulaires, au 31/12 :

2015 : 1 886 non titulaires (76,5 % de femmes)

2022 : 2 908 non-titulaires (71,5 % de femmes) : + 1 022

DONT :

2015 : 88 Ouvriers d'État (45,5 % de femmes)

2022 : **63** Ouvriers d'État (41 % de femmes) : - 26

2015 : 1331 Berkani (93 % de femmes)

2022 : 495 Berkani (93 % de femmes) : presque 3 fois moins

2015 : 467 contractuels (dont 137 PACTE)

2022 : 2 350 contractuels (dont 137 PACTE et 492 agents par la voie des emplois réservés handicap) : 5 fois plus.

2 205 CDD en effectifs cumulés sur l'année (71 % de femmes) et 178 CDI (75 % d'hommes).

Autres données :

2015 : 190 apprentis

2021 : 371 apprentis

2022 : 478 apprentis présents au 31/12

2022 : 14 722 auxiliaires de renfort et manœuvres cadastre cumulés sur l'année.

2020 : 134 services civiques

2021 : 807 services civiques

2022 : 463 services civiques (cumul des accueillis sur l'année)

2021 : 1 214 stagiaires

2022 : 1 397 stagiaires

RECRUTEMENTS

2023 : 3 469 fonctionnaires recrutés + 1 345 contractuels recrutés = 4 814 agents recrutés.

5 408 départs définitifs.

RUPTURES CONVENTIONNELLES

2021 : 227 ruptures conventionnelles accordées pour 305 demandées.

2022 : Titulaires : 178 ruptures conventionnelles accordées pour 211 ruptures conventionnelles demandées (dont 60 suite à restructurations).

Contractuels : 6 ruptures conventionnelles accordées pour 10 ruptures conventionnelles demandées (dont 6 suite à restructurations).

TÉLÉTRAVAIL

2023 : 53 % des agents bénéficient au moins d'une autorisation de télétravail.

